

Convention collective

**EXPLOITATIONS HORTICOLES
ET PÉPINIÈRES
(Sarthe)**

(31 mai 1974)

(Etendue par arrêté du 15 octobre 1975,
Journal officiel du 21 novembre 1975)

AVENANT N° 55 DU 17 NOVEMBRE 2004 (1)

NOR : AGRS0597037M

Entre :

L'union syndicale des horticulteurs et pépiniéristes de la Sarthe,

D'une part, et

L'union syndicale CGT de l'agroalimentaire et des forêts de la Sarthe ;

Le syndicat général agroalimentaire CFDT de la Sarthe ;

L'union départementale FO de la Sarthe ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CGC ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Dans le premier alinéa de l'article 5, les mots : « aux organisations signataires » sont remplacés par les mots : « aux organisations syndicales représentatives d'employeurs et de salariés ».

Article 2

Le dernier alinéa de l'article 14 est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Tout contrat à durée déterminée (CDD) doit être établi par écrit et comporter la définition précise de son motif et les mentions prévues par l'article L. 122-3-1 du code du travail.

Le CDD doit être transmis au salarié au plus tard dans les 2 jours suivant l'embauche. »

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Article 3

L'article 16 est ainsi modifié :

– le troisième alinéa est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :

« Si l'indisponibilité du salarié, malade ou accidenté, dure plus de 3 mois, le contrat de travail ne peut être rompu par l'employeur que s'il justifie d'un motif réel et sérieux » ;

– le dernier alinéa est abrogé.

Article 4

Il est créé un article 20 ainsi rédigé :

Article 20

Travail du dimanche et des jours fériés

Les heures de travail effectuées le dimanche et les jours fériés seront payées avec une majoration de 50 % du tarif normal des heures de travail à l'exception du 1^{er} Mai qui sera payé double.

L'ouvrier ayant travaillé un jour férié a droit sur sa demande à un repos compensateur non rémunéré égal au temps passé à travailler pendant ce jour.

Article 5

Le deuxième alinéa de l'article 23 est abrogé.

Article 6

L'article 29 est ainsi rédigé :

Article 29

Mensualisation

A. – Définition des salariés mensualisés

Conformément à l'article 1^{er} de l'accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977, tous les salariés à temps complet ou à temps partiel sont mensualisés à l'exclusion des travailleurs saisonniers, des travailleurs intermittents et des travailleurs à domicile.

Le salarié saisonnier est celui qui est embauché pour effectuer des travaux spécifiques se renouvelant chaque année aux mêmes époques.

B. – Paiement du salaire au mois

La rémunération des heures normales de travail est mensualisée sur la base de 151 h 67 (35 heures multiplié par 52 semaines, divisé par 12 mois).

La mensualisation de la rémunération des heures normales a pour but d'uniformiser le montant de la paie mensuelle en neutralisant les conséquences de la répartition inégale des jours de travail entre les douze mois de l'année.

En cas d'absence conduisant à un horaire hebdomadaire effectif de travail inférieur à 35 heures, il est fait application de l'accord national du 23 décembre 1981 modifié concernant la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles.

C. – Jours fériés chômés et payés

En-dehors du 1^{er} Mai qui est indemnisé dans les conditions de l'article L. 222-6 du code du travail, les salariés ont droit, à l'exception du lundi de Pentecôte, à tous les autres jours fériés, chômés et payés (jour de l'An – lundi de Pâques – 8 Mai – Ascension – Fête nationale – Assomption – Toussaint – 11 Novembre – Noël) lorsqu'ils se situent un jour habituellement travaillé et entraînant de ce fait, la perte du salaire.

La journée de solidarité prévue par la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 est le lundi de Pentecôte.

L'indemnisation des jours fériés autres que le 1^{er} Mai est effectuée sur la base de l'horaire habituel du travail ainsi que du taux horaire normal de l'intéressé.

Toutefois, les heures ainsi indemnisées n'entrent pas en compte dans le calcul des heures supplémentaires, à la différence des heures payées du 1^{er} Mai.

Article 7

L'article 31 est ainsi rédigé :

Article 31

Durée du travail

La durée du travail est régie par les dispositions du code du travail, du code rural, de l'accord national du 23 décembre 1981 modifié concernant la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles et de l'accord national du 18 juillet 2002 modifié sur les saisonniers, sur diverses dispositions sur les contrats à durée déterminée et sur l'organisation de la gestion personnelle de l'emploi en agriculture.

Article 8

L'article 34 est complété par la phrase suivante : « A ce congé s'ajoute le congé de paternité de 11 jours (ou de 18 jours en cas de naissances multiples). »

Article 9

L'article 35 est ainsi modifié :

- les mots : « présélection militaire », « dans la limite de 3 jours » sont remplacés par les mots : « journée d'appel de préparation à la défense », « 1 jour » ;
- la première phrase du dernier alinéa est ainsi modifiée :

« Ces jours d'absence exceptionnelle devront être pris au cours d'une période raisonnable en rapport avec l'événement et n'entraîneront pas de réduction de la rémunération. »

Article 10

L'article 37 est ainsi rédigé :

Article 37

Matériel de premiers secours

Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible.

Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions de l'article R. 232-1-13 du code du travail et de l'arrêté du 4 novembre 1993.

Article 11

Dans l'article 38, les mots : « qu'en cas de faute grave ou de force majeure » sont remplacés par les mots : « qu'en cas de faute grave, de force majeure ou de justification par le salarié d'une embauche pour une durée indéterminée ; dans ce dernier cas, le préavis prévu par l'article L. 122-3-8 alinéa 2 du code du travail doit être respecté. »

Article 12

L'article 43 est ainsi rédigé :

Article 43

Indemnité de licenciement

Le salarié licencié alors qu'il compte 2 ans d'ancienneté ininterrompue au service du même employeur a droit à l'indemnité prévue par les articles L. 122-9 et R. 122-2 du code du travail.

Cette indemnité de licenciement ne se cumule pas avec toute autre indemnité de même nature.

Article 13

L'alinéa 2 de l'article 46 est complété par les mots suivants : « et entre 20 heures et 6 heures pour les jeunes de moins de 16 ans ».

Article 14

Le dernier alinéa de l'article 47 est complété par les mots suivants : « et bénéficie plus généralement des dispositions de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 dans les conditions fixées par celle-ci et par les accords propres au secteur agricole ».

Article 15

Les articles 48 à 54 sont remplacés par les articles 48 à 50 ainsi rédigés.

Article 48

Dispositions générales

L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des salariés de l'entreprise dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Article 49

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT)

Dans tous les établissements occupant au moins 50 salariés, un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) est obligatoirement institué.

Le CHSCT est obligatoire dès lors que l'effectif d'au moins 50 salariés a été atteint pendant 12 mois consécutifs ou non, au cours des 3 années précédentes.

Dans les établissements de moins de 50 salariés, les délégués du personnel exercent, dans le cadre de leurs moyens propres, les attributions des membres salariés du CHSCT. Les questions relatives à l'hygiène, à la sécurité et aux conditions de travail doivent être évoquées lors de leurs réunions avec l'employeur.

Article 50

Retraite complémentaire

Les employeurs sont tenus de s'affilier, pour tous leurs salariés d'exécution, à la Caisse mutuelle autonome de retraite complémentaire agricole CAMARCA – AGRICA.

Les salariés bénéficiaires des régimes complémentaires de retraite et de prévoyance, institués par la convention collective nationale des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952, doivent être affiliés aux différentes institutions qui les mettent en œuvre.

Les bénéficiaires de ces régimes au regard de la classification des emplois sont définis en application des critères qui servent à la détermination des participants au régime de retraite des cadres institué par la convention collective nationale du 14 mars 1947.

Les partenaires sociaux signataires des accords de classification des emplois doivent saisir l'AGIRC et lui transmettre leurs avis quant aux participants relevant du régime de retraite des cadres institué au sein des conventions collectives concernées, en application des règles fixées par la convention collective nationale du 14 mars 1947. La décision sur les seuils d'affiliation prise par l'AGIRC figurera en annexe dans la convention collective.

Article 16

L'article 55 devient l'article 51.

Article 17

Les dispositions du présent avenant ont un caractère impératif, une convention ou un accord d'entreprise ou d'établissement ne pouvant y déroger que dans un sens plus favorable aux salariés.

Article 18

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Sarthe, 12, rue Ferdinand-de-Lesseps, au Mans.

Fait au Mans, le 17 novembre 2004.

(Suivent les signatures.)